

Quel avenir pour l'Iran ?

À ce jour, personne n'est capable de répondre sérieusement à cette question. S'il faut se garder d'un trop grand optimisme sur l'issue des événements actuels, ces derniers constituent un incontestable bouleversement politique dans ce pays. Qui aurait dit il y a un an que ce pouvoir théocratique qui semblait « indéboulonnable » soit confronté à une telle crise, un tel mouvement populaire d'opposition qui mette en péril sa propre existence ?

Pour autant, les conditions qui permettraient une sortie par le haut de cette crise, en répondant aux aspirations démocratiques et sociales d'une grande partie du peuple iranien, restent à construire.

Incontestablement, depuis le coup de force électoral du pouvoir du 12 juin, qui a vu la réélection contestée d'Ahmadinejad comme président de la République Islamique, le mouvement de protestation est passé peu à peu de la demande de nouvelles élections à la mise en cause du pouvoir en place. Le guide suprême lui-même, Khamenei, dont la fonction constitutionnelle est la pierre de touche

Comment en est-on arrivé là ?

C'est justement en cette année 2009, ironie de l'histoire, 30ème anniversaire de la création de la Révolution islamique, qui voit la victoire des forces de gauche et religieuse sur la dictature du Shah, que le pouvoir mis en place à l'époque vacille.

Dans les mois qui ont suivi l'année 1979, les forces progressistes ont été peu à peu éliminées, ne laissant à leurs militants que le choix de l'exil pour échapper à la prison et à la mort. Des milliers d'entre eux furent torturés, fusillés et depuis 30 ans la répression n'a jamais cessé. Depuis, une chape de plomb s'est abattue sur ce peuple et le voile imposé aux femmes et la peine de mort en sont les symboles les plus intolérables.

Malgré cela, la République islamique n'est pas parvenue à étouffer les dynamiques sociales de ce grand pays, dont l'histoire du siècle dernier montre comment le peuple a fait preuve de son engagement pour la liberté, la démocratie et de son exigence de souveraineté face aux appétits des puissances occidentales sur ses richesses nationales.

Ainsi, en 30 ans, malgré et avec la République islamique, le pays s'est urbanisé fortement, l'alphabétisation généralisée, les classes moyennes se sont développées, la contraception largement démocratisée, les universités ont dépassé le cap des 3 millions d'étudiants dont une majorité d'étudiantes, les technologies de communication dont internet sont très présentes dans une jeunesse de moins de 30 ans qui forme les deux tiers de la population !

L'Iran a donc tout pour devenir une société pleinement démocratique, riche de sa culture, ouverte sur le monde, possédant des richesses énergétiques parmi les plus importantes au plan mondial. Ce qui bloque, une dictature – et son système libéralo-étatique miné par la corruption – divisée entre ses différentes factions religieuses et des groupes puissants comme les Pasdarans, véritable État dans l'État, tous enfermés dans une vision islamiste, nationaliste et militariste de l'Iran. Un pouvoir dont on ne sait plus très bien qui gouverne, gérant une économie de rente, tirée de

de la République Islamique, est directement visé, sans parler du président de la République, dénoncé comme « nouveau dictateur » !

Ce mouvement s'est élargi en réaction à la répression sanglante qui a marqué les premières manifestations. Avec le mouvement étudiant, particulièrement en pointe, d'autres catégories de la population sont rentrées en résistance. Certaines le sont déjà depuis de longues années : des femmes, des syndicalistes, des intellectuels, des journalistes sans cesse pourchassés par le pouvoir, emprisonnés, torturés, assassinés. Il est beaucoup plus large, réellement populaire, élargi à des catégories populaires victimes aussi de la politique du pouvoir islamique.

La nouveauté est que s'est constitué un mouvement démocratique de masse dans un pays du Moyen-Orient, mettant en cause le tout pouvoir de la religion sur la société et sur l'État, qui exige le respect des droits des citoyens et veut construire un Iran démocratique.



ses revenus énergétiques, qui tente de se donner une image anti-impérialiste, flattant la corde nationaliste et jouant sur son droit au nucléaire civil.

Mais tout cela perd de plus en plus de son efficacité. La crise est générale. Le pouvoir et ses dirigeants ont perdu toute légitimité et crédibilité aux yeux d'une grande partie de l'opinion iranienne. Pour autant, ses moyens répressifs restent importants et sont une menace réelle.

Alors, que faire ? D'abord, c'est aux Iraniens et à eux seuls de trouver le chemin de leur libération et ils n'ont de leçons à recevoir de personne en matière de lutte pour la démocratie.

Ce mouvement de protestation, en s'élargissant, apporte aussi des réponses diverses. Il n'est pas homogène. Le « mouvement vert » est pluriel. Ainsi, le trio Moussavi/Karoubi/Khatami s'en tient à la demande de nouvelles élections, s'affirme partisan de la République islamique. Mais plus de plus en plus d'Iraniens pensent que c'est le système même qui doit être dépassé. Aujourd'hui, personne ne peut dire quel sera le chemin qui va s'ouvrir. Tous les scénarios sont possibles, les pires et les meilleurs.

Pour sa part, le Parti communiste français, fort de ses longues années de lien avec les forces démocratiques iraniennes en France, apporte toute sa solidarité avec tous ceux et celles qui veulent mettre un terme à la dictature actuelle. Depuis les élections de juin, le PCF a participé à tous les rassemblements et manifestations de solidarité, prenant lui-même des initiatives pour faire connaître la lutte de ces jeunes, de ces hommes et femmes dont le courage nous donne confiance pour l'avenir.

Comme eux, nous condamnons la répression sanglante, exigeons la libération des prisonniers politiques – et parmi eux celle de notre compatriote Clotilde Reiss – et exprimons notre solidarité avec tous ceux et celles qui luttent pour un Iran démocratique, laïc, social et de paix.

les enjeux du nucléaire

La tension autour de la question nucléaire iranienne n'a fait que s'accroître ces dernières semaines. Le commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan, le général David Petraus, menace de bombarder les installations nucléaires iraniennes. Un universitaire qui a travaillé dans le domaine nucléaire est victime d'un attentat à Téhéran.

Les discussions sont bloquées entre l'Iran et le groupe des 5+1 (USA, Angleterre, France, Chine, Russie et l'Allemagne) après le refus par le premier des propositions concernant l'enrichissement son uranium à l'étranger, le groupe des 5+1 rejetant les contre-propositions iraniennes. Les services américains annoncent l'étude de nouvelles formes de sanction à l'encontre de dirigeants iraniens, mais, de leur côté, les Chinois s'y sont pas favorables...

Au-delà de ce bras de fer, où la menace d'intervention militaire le dispute à l'effort diplomatique, quelles sont les questions qui sont posées ? Quels sont les enjeux pour cette région du monde ? Quelles sont les conditions d'une nouvelle sécurité humaine, dégagee du chantage du nucléaire, et du rôle des institutions internationales pour y parvenir ?

L'Iran, comme tout pays, a le droit, reconnu internationalement, de se doter des moyens nécessaires pour produire de l'énergie nucléaire afin d'assurer son développement énergétique et sa pérennité. C'est un droit, contrôlé quant à son application par l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Iran ayant signé le Traité de non prolifération nucléaire. La volonté d'accéder au nucléaire ne date pas de la Révolution Islamique, mais de la période du Shah où l'Iran, alors allié du monde occidental, reçoit soutien technique et financier pour y accéder.

Il est vrai que compte tenu du régime actuel et l'absence de démocratie, aucun débat public n'est possible sur cette question. Mais sans aucun doute, il existe en Iran un vrai consensus pour que le pays accède à l'énergie nucléaire. Mais s'agit-il seulement de cela ? La possibilité pour l'Iran de se doter de l'arme nucléaire n'est-elle qu'une simple spéculation, mal intentionnée à l'égard de ce pouvoir ?

Certes, le régime nie vouloir être entrain de se doter de l'arme nucléaire. Mais en même temps, les responsables iraniens font tout pour le laisser croire. Ils soulignent et affichent les progrès dans le domaine militaire, notamment dans la maîtrise des fusées. Il est aussi reconnu qu'une fois maîtrisée les techniques d'enrichissement de l'uranium pour un usage civil, le passage au niveau supérieur pour atteindre le seuil militaire est plus accessible. L'annonce, il y a quelques semaines, par le pouvoir iranien, de la possibilité d'ouvrir une dizaine de sites d'enrichissement ne relève donc pas seulement de la provocation. La position est ambiguë ; les atermoiements, les hésitations multiples, les menaces ne font que renforcer les interrogations sur ses intentions réelles.

Alors, que cherche le régime iranien ? Quelles pourraient être ses motivations pour se doter de l'arme nucléaire ? Regardons une carte et faisons un peu d'histoire. L'histoire, c'est la confrontation indirecte mais persistante depuis des décennies avec les USA. Du coup d'État perpétué par la CIA contre le gouvernement Mossadegh en 1952 pour « crime » de nationalisation du pétrole, le soutien américain à la dictature du Shah, jusqu'aux événements des lendemains de la Révolution Islamique de 1979 (prise d'otage à l'ambassade US), puis la guerre Iran-Irak avec l'aide occidentale à Saddam Hussein, les sanctions économiques à répétition, tout cela conduit le régime iranien à considérer qu'il est sous la menace d'une intervention militaire américaine pour

mettre un terme à son pouvoir. L'exemple irakien le confortant dans cette crainte.

La géographie est également éloquent. Dans les pays voisins de l'Iran, on trouve des troupes américaines, en Irak, en Afghanistan, mais aussi Israël, le Pakistan, l'Inde, ces trois derniers pays possédant l'arme atomique, sont non signataires du TNP et leurs liens étroits avec les États-Unis sont connus. Par ailleurs, l'Iran, qui est déjà une puissance régionale, par sa population, ses ressources énergétiques importantes en gaz et pétrole, veut jouer un rôle encore plus grand dans la région et au plan mondial pour discuter d'égal à égal avec les grandes puissances occidentales et assurer ainsi sa survie.

Comment sortir de cette spirale ? Comme J. Fath le déclarait aux journées du désarmement nucléaire à Caen : « Si l'Iran ne doit pas accéder à la maîtrise de l'arme nucléaire parce que ce pays est signataire du TNP, alors il faut souligner, d'une part, que tous les États signataires du TNP – y compris les États-Unis et les autres membres permanents du Conseil de Sécurité – doivent appliquer ce traité et s'engager dans un processus de désarmement nucléaire (c'est l'article 6 du Traité) et, d'autre part, au nom des exigences de la sécurité internationale, au nom de la responsabilité collective, de la Charte des Nations unies, tous les États, y compris les non-signataires du TNP (Israël, Inde et Pakistan) doivent s'engager eux aussi dans un processus multilatéral de dénucléarisation. Ce qui implique des avancées décisives dans le règlement des conflits : la question de Palestine, ou encore la question du Cachemire, des tensions indo-pakistanaïses, et du conflit afghan... ». C'est ainsi que les grandes institutions internationales retrouveront de l'utilité et de la crédibilité aux yeux de tous.

L'exemple à ne pas suivre est celui de la dernière assemblée générale de l'AIEA en septembre 2009. Après avoir adopté à la quasi-unanimité (103 voix pour et 4 abstentions), une résolution appelant l'AIEA et tous les pays de la région à faire du Moyen-Orient une zone dénucléarisée, les pays occidentaux dont la France n'ont pas voté une résolution « demandant à Israël d'adhérer au TNP et de places toutes ses installations sous les garanties intégrales de l'AIEA ». Cette résolution a tout de même été adoptée par 49 pays, 45 ont voté contre et 16 se sont abstenus.

Ce vote n'exprime-t-il pas, une fois encore, que ce qui motive une grande partie des pays occidentaux relève plus de critères politiques basés d'abord sur des alliances et des intérêts nationaux de conception hégémonique pour préserver leurs intérêts que de la volonté commune de s'attaquer, au grave problème de la prolifération.

L'élimination des armes nucléaires est pourtant une nécessité primordiale, pour construire de nouvelles relations internationales. La pérennité du TNP doit être assurée par le respect de la mise en œuvre de la totalité de ses missions : aider au développement de l'énergie atomique à des fins civiles, encourager la non-prolifération et impulser un désarmement nucléaire multilatéral et contrôlé. Or l'accès de l'Iran à l'arme nucléaire créerait une situation avec le TNP qui serait directement mis en cause. Pour y faire obstacle, les sanctions ne suffiront pas, une intervention militaire sauverait le pouvoir iranien et les répercussions seraient incalculables...

Il reste la force de la politique, donc de l'intervention des peuples. Construire un Iran démocratique participe donc aussi à œuvrer pour la paix et le désarmement dans cette région du monde.

les femmes au cœur du combat pour la démocratie

Dès son arrivée au pouvoir et au cours des 30 années qui ont suivi, le pouvoir islamique a bafoué les droits élémentaires des peuples d'Iran et en particulier ceux des femmes, qui ont vu leur oppression spécifique renforcée par les institutions inspirées de la charia. Il n'est donc pas étonnant qu'elles se trouvent à l'avant-garde de la lutte pour les libertés et la démocratie et l'instauration d'un État laïc en Iran. D'ailleurs, le monde entier a pu le constater dans le rôle très actif qu'elles jouent dans le mouvement de protestation en cours.

Ce qui a fait descendre des millions d'Iraniens dans les rues, c'est la fraude électorale à laquelle s'est livré le gouvernement d'Ahmadinejad, mais aucune des élections qui ont eu lieu depuis 30 ans n'a été démocratique¹. Toute la révolte accumulée au cours de ces années d'oppression et d'atteintes aux libertés politiques et individuelles, de répression, d'exécutions, d'arrestations s'est aussi exprimée dans ces manifestations et, malgré la répression sanglante qui s'est abattue sur eux, avec des centaines de morts et des milliers d'arrestations, les manifestants continuent à descendre dans la rue dès qu'une occasion se présente. Et les femmes, parmi eux, sont toujours très présentes.

Pour mieux comprendre les raisons de cette présence active des femmes dans les mobilisations, il paraît nécessaire de faire un bref rappel de l'histoire des luttes des femmes iraniennes au cours des trente dernières années et du rôle qu'elles ont joué pendant la révolution constitutionnelle de 1905 et durant le mouvement de nationalisation du pétrole engagé en 1951 par le Docteur Mossadegh².

Contrairement à ce qu'on entend souvent, le train de l'oppression des femmes qui a abouti à légiférer et légaliser des dispositifs et des lois discriminatoire à leur égard, a été mis sur les rails non pas au lendemain de l'arrivée au pouvoir des religieux, mais bien avant que ces derniers n'instaurent un état islamique. Par exemple, on peut citer leur opposition virulente au droit de vote des femmes pour le premier Parlement, en 1906, en estimant que les femmes, à l'instar des handicapés mentaux, ne méritaient pas le droit de vote. On peut citer aussi leur opposition au droit de vote accordé aux femmes en 1963, ou bien envers le code de la famille en 1967, puis celui de 1975 qui élargissait l'éventail des droits reconnus aux femmes, en particulier dans le domaine du divorce et de l'autorité parentale (en vérité cette loi représentait une certaine prise de distance par rapport aux lois et règlements islamiques sur les droits des femmes). En dernier exemple, pour être bref, on peut rappeler aussi que les autorités religieuses avaient déjà déclaré, juste avant la prise de pouvoir, que les femmes n'avaient pas le droit d'être juges.

C'est dans la continuité de cette orientation que Khomeiny a annulé, juste 15 jours après la révolution de février 1979, le code de la famille qu'il jugeait contradictoire avec les recommandations de l'Islam. Ensuite, juste au moment où les femmes se préparaient à célébrer la journée internationale des femmes du 8 mars, le régime a déclaré le port du voile obligatoire. Les Iranien-

nes ont réagi fortement contre cette violation de leurs droits les 8, 9 et 10 mars et participé en masse à des manifestations de protestation dans les rues de Téhéran et devant le ministère de la justice.

Malheureusement, dans le contexte post-révolutionnaire du moment, les organisations et partis politiques progressistes existants, quoiqu'en accord avec le principe d'égalité des femmes, ne leur ont pas apporté un appui sérieux et constant pour s'opposer aux mesures prises contre leurs droits par les autorités religieuses au pouvoir. Ces organisations ont tenté de justifier leur attitude en se référant aux multiples difficultés et dangers auxquels le pays devait faire face en priorité. D'autres ne croyaient pas que le gouvernement pourrait vraiment imposer le port du voile et ne prenaient pas cette question au sérieux.

Le cours des événements montrera par la suite que les religieux arrivés au pouvoir avaient à l'esprit pour le pays, un modèle politique et social, basé entièrement sur les lois et règlements religieux, qui couvraient tous les domaines sociaux, politiques et législatifs. Ceci se révélera dans la nouvelle constitution, adoptée quelques mois plus tard.

La « révolution culturelle » de mai 1980, qui aboutit à la fermeture des universités pendant plusieurs années, puis le déclenchement de la guerre avec l'Irak en septembre 1980, dominèrent l'environnement politique et social du pays et la question du voile fut reléguée au second plan. Beaucoup de femmes éduquées décidèrent aussi de quitter le pays.

À partir de 1981, les arrestations, la torture, les exécutions et la répression contre les opposants au régime islamique, qui sévissaient depuis l'arrivée au pouvoir des religieux, s'amplifièrent de façon dramatique. Dans ces conditions, la question des droits des femmes passa de l'indifférence relative à l'oubli. Le régime islamique en profita pour faire passer en 1983 une nouvelle « loi sur la protection de la famille » qui était en accord complet avec les lois et règlements islamiques.

En résumé, au cours de ces années-là, faute d'organisations féministes et d'une opposition structurée et dans le contexte d'une répression généralisée, le régime parvint à faire passer de nombreuses lois en violation des droits des femmes non seulement dans le domaine de la famille mais aussi celui du droit civil et pénal où la femme est légalement considérée comme n'ayant que la moitié de la valeur d'un homme (ainsi en est-il dans les cas de témoignage, d'héritage, de prix du sang etc.).

Cependant, et c'est là un des paradoxes de la société iranienne, malgré les conditions qui viennent d'être citées, et alors que les femmes et les jeunes filles étaient humiliées et l'objet de discriminations diverses (légalisées par le régime islamique), une évolution distincte avait lieu au sein même de la société, qui échappait au contrôle du pouvoir.

À partir de 1996, l'environnement social iranien s'assouplit quelque peu (pour des raisons politiques, sociales et économiques qui dépassent le cadre de cet article). Les femmes retrouvèrent la possibilité d'exprimer certaines de leurs revendications. Ainsi de 1996 à 2005, on a assisté à une multiplication des mouvements et demandes d'égalité par les femmes au sein de la société iranienne. De nombreux livres et publications sont parus sur les revendications juridiques et sociales des femmes. Mais il faut cependant souligner qu'aucune de ces publications n'avaient la possibilité de mettre en cause les principes islamiques. L'accent était donc plutôt mis sur une interprétation moderniste et contemporaine de l'islam par certaines autorités islamiques, et

1. La candidature à des élections n'est pas vraiment libre puisque les candidats sont filtrés à différents niveaux par le pouvoir islamique et que les femmes ne peuvent pas se présenter à l'élection présidentielle.

2. La loi de nationalisation de l'industrie pétrolière fut adoptée en mars 1951 par l'Assemblée nationale. Cependant, le coup d'État fomenté par la CIA en août 1953 renversa le gouvernement de Mossadegh et mit ainsi un terme au courant démocratique qui venait de démarrer en Iran et qui portait en lui une possibilité pour les femmes d'acquiescer une certaine égalité de droits.

les femmes au cœur du combat...

sur les réformes qui en découlaient. À ce point, il n'existait évidemment pas de tribune ou de possibilité pour un discours laïc et séculaire sur la question des femmes, et le voile obligatoire n'était pas mis en question.

L'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad en juin 2005 a accentué la restriction et la répression des activités en faveur des droits de l'Homme, les mouvements des femmes, des ouvriers, des étudiants, des enseignants, etc. La répression violente du rassemblement du 12 juin 2006 contre les discriminations sexistes et pour l'obtention des droits élémentaires des femmes, à Téhéran, a conduit les femmes à continuer leur lutte sous d'autres formes, telles que la campagne *Un million de signatures pour changer les lois discriminatoires* et la campagne *Contre la lapidation*. Elles ont continué leur combat, encore plus déterminées, malgré les menaces, les arrestations sauvages et les peines de prison. La présence

active des femmes dans le mouvement actuel s'inscrit donc dans la continuité des luttes qu'elles n'ont cessé de mener jusqu'à aujourd'hui sur le chemin de l'égalité, de la liberté et de la démocratie. Mais elles sont conscientes que la poursuite de ces objectifs communs ne doit pas se faire au détriment de leurs propres revendications et que ce chemin doit passer nécessairement par l'établissement d'une réelle égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines. Ce qui ne peut s'envisager que dans le cadre d'un État laïc.

Au moment où l'État islamique réprime violemment tout mouvement de protestation, les peuples iraniens, et en particulier les défenseurs des droits des femmes, ont plus que jamais besoin de la solidarité internationale et du soutien des forces progressistes du monde entier.

Irène Ansari

débat avec les progressistes iraniens en France

Le secteur *Relations Internationales* du PCF organisait le mardi 8 décembre une table ronde sur le thème : *Nucléaire et Iran*.

Participaient à cette soirée des représentants des forces progressistes iraniennes présentes en France *, des militants pour la paix, le désarmement et la cause palestinienne, François Géré, président de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) et fin connaisseur de l'Iran. Beaucoup de monde à cette soirée passionnante.

Dans le débat s'est dégagé un consensus pour la reconnaissance du droit de l'Iran d'accéder au nucléaire civil, sans oublier les énergies renouvelables.

Pour autant, compte tenu de la nature du pouvoir en place, chacun a souligné l'instrument politique que représente la question du nucléaire pour assurer la survie du régime islamique et faire passer au niveau international les droits du peuple iranien au second plan.

Si l'idée de sanctions ciblées, visant notamment la libre circulation des dirigeants, a été avancée par quelques intervenants, tous ont rejeté l'idée d'un nouvel embargo ou toute autre mesure dont le peuple iranien pourrait être la première victime. Tous ont également rejeté l'op-

tion d'une intervention militaire dénonçant à l'avance les conséquences incalculables pour la région et qui ne ferait que renforcer le pouvoir en place et ses moyens répressifs contre l'opposition. Plusieurs intervenants ont dénoncé la posture anti-impérialiste que se donne le président Ahmadinejad alors qu'il est l'un des principaux artisans d'un régime qui opprime son propre peuple.

Le soutien international, sans ingérence, a été souligné notamment en ce qui concerne la libération de prisonniers politiques et l'arrêt des exécutions.

* Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran
TOUDEM

Organisation des Fédératifs du peuple d'Iran (majoritaire)

Union des Fédératifs du peuple d'Iran

Syndicat Socialiste des Travailleurs d'Iran

- Forum Social

Excusés : Les socialistes de gauche.

Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie

SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IRANIEN

mercredi 17 février à 19h30

salle des fêtes Jean Jaurès - 51 boulevard Gabriel Péri - Malakoff

sous la présidence de

Catherine Margaté, maire, conseillère générale

avec des représentants

d'associations progressistes iraniennes en France

partie artistique - exposition